

Monde

Frontière biélorusse, les regards se tournent vers Moscou

Fabrice Deprez



Alors que la Pologne accuse la Russie de fomenter la crise à la frontière biélorusse, Paris et Berlin espèrent convaincre le Kremlin de faire pression sur le dirigeant biélorusse.

Le soutien de Moscou à son allié Minsk a pris, le 10 novembre, la forme d'un vol de bombardiers stratégiques russes Tupolev dans l'espace aérien biélorusse. Une patrouille aux accents très politiques, alors que des centaines de migrants continuent chaque jour de tenter de passer la frontière entre la [Biélorussie](#) d'un côté, et la [Pologne](#) et la Lituanie de l'autre. Sur le plancher des vaches, le porte-parole du Kremlin jurait le même jour s'inquiéter d'une « catastrophe humanitaire qui se prépare, à cause de la réticence de l'Europe à faire la démonstration de leur engagement en faveur des valeurs européennes ».

La [Russie](#) s'est ainsi clairement rangée cette semaine derrière la Biélorussie, accusée par l'Occident d'orchestrer un « trafic d'êtres humains » en poussant des milliers de migrants à franchir la frontière avec l'[Union européenne](#). « C'est une attaque hybride, pas une crise migratoire », s'est indignée, le 10 novembre, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. La réaction de Moscou fait aussi suite à une déclaration du ministre polonais des affaires étrangères. Alors que les gardes-frontières polonais annonçaient le 11 novembre avoir empêché « 468 tentatives de passer illégalement la frontière » le jour précédent, Mateusz Morawiecki affirmait que le « cerveau » de la crise « est à Moscou ».

Le Kremlin tire-t-il les ficelles derrière le fantasque et brutal président biélorusse Alexandre Loukachenko ? « C'est possible, mais nous n'avons pour l'heure aucune preuve de cela », tempère Mark Galeotti, spécialiste de la Russie et de ses services de sécurité. « Et il faut garder à l'esprit que

Loukachenko est capable d'initiative, c'est par exemple lui qui a toujours refusé de reconnaître l'annexion de la Crimée par la Russie », ajoute cet analyste. Aucune preuve d'implication directe, confirme le politologue biélorusse Artyom Shraibman, avec une nuance : « Loukachenko est enhardi par le soutien tacite de Moscou. Il se comporte de manière beaucoup plus agressive vis-à-vis de l'UE quand il a le sentiment d'être soutenu par la Russie. »

Tout en affichant leur « solidarité » avec Varsovie, Paris et Berlin ont évité d'accuser directement une Russie vue comme un interlocuteur potentiel. Le 10 novembre, c'est lors d'un coup de fil qu'Angela Merkel a, d'après son porte-parole, directement demandé à Vladimir Poutine « d'influencer le régime de Minsk ». Le lendemain, le secrétaire d'État français aux affaires européennes, Clément Beaune, assurait au micro de BFM que la France n'avait « pas d'éléments qui montrent une complicité (de la Russie) dans cette affaire », ajoutant « qu'il est évident que si la Russie n'est pas une part du problème, elle est au moins une partie de la solution ».

L'Union européenne se range au même moment en ordre de bataille. Elle pourrait dès la semaine prochaine annoncer de nouvelles sanctions contre la Biélorussie ainsi que contre des compagnies aériennes étrangères accusées d'avoir facilité le transport de migrants. En attendant une médiation de la Russie ? « Le problème est qu'après tout, la Russie se fiche que cette crise soit un problème pour l'Union européenne, estime Mark Galeotti, et si Paris et Berlin veulent que Moscou aide à mettre un terme à cette pagaille, ils vont devoir lui offrir quelque chose. »



Des réfugiés dans un camp de la région de Grodno, en Biélorussie, le 8 novembre. - Viktor Tolochko/Sputnik via AFP